



Avis « Budget Primitif »

Florence LIBRA : Explication de vote Groupes CGT - FSU

Les enjeux financiers régionaux sont fortement impactés par les choix politiques du gouvernement, qui étranglent les capacités d'intervention des régions et qui les obligent à négocier le pacte dit de Cahors, le revolver sur la tempe.

Aussi bien le PLF 2019 que le budget régional, sont sous l'étau de critères maastrichtiens voulus par l'Union Européenne, critères de plus en plus contestés par les peuples.

Les Françaises et Français jugent sévèrement la politique du gouvernement et du président de la République. Ils ont raison et sont plus de deux tiers à estimer indispensable un grand débat et une profonde réforme de justice fiscale pour permettre, via un État qui redeviendrait stratégique, aux collectivités territoriales et locales, de financer leurs politiques.

Dans ce contexte, les choix budgétaires opérés par l'exécutif ne sont pas neutres et peuvent d'autant plus être lourds de conséquences pour la population et les territoires.

Le Budget Primitif 2019 qui est présenté aujourd'hui à l'avis du CESER, conforte l'analyse que nous avons développée lors du vote de l'avis sur les orientations budgétaires et sur laquelle nous ne reviendrons pas.

En effet, le désengagement de la Région sur les politiques de logement ou de la prévention des risques, le recul de ses interventions sur des politiques essentielles,

telle celle de la jeunesse, ne sont pas défendables dans le contexte social actuel.

Alors qu'un mouvement citoyen d'ampleur traverse notre pays, il est inconcevable que la Région fasse le choix de retirer des financements en faveur des réponses aux besoins des populations les plus fragiles et les plus défavorisées alors que les aides sans contreparties aux entreprises ne faiblissent pas.

Dans le même temps, comme le souligne l'avis et contrairement aux affirmations de l'exécutif, les politiques relevant des compétences obligatoires de la Région sont également victimes de coupes budgétaires que ce soit dans le domaine de la Formation Professionnelle Continue, des Transports ou des Lycées (hors cité internationale). Pourtant le niveau des dépenses de la région PACA dans ces trois domaines est loin d'être exemplaire : pour la formation professionnelle et l'apprentissage l'exécutif n'a dépensé en 2018 que 54 euros /habitant alors que la moyenne était en France métropolitaine de 58 euros, pour les lycées publics et privés c'est une dépense de 82 euros/habitant l'an dernier pour une moyenne de 86 euros en métropole et enfin pour le transport ferroviaire ce sont 67 euros/h qui ont été dépensés alors qu'en moyenne, hors IDF, les populations ont bénéficié de 72 euros/habitant.

Par contre, dans le même temps la région trouve les ressources pour augmenter l'épargne brute de prêt de 41 millions d'euros.

Comme le dit fort justement l'avis du CESER, « la baisse des dépenses, même si elle permet d'améliorer les ratios financiers des comptes de la collectivité, n'est pas une fin en soi, dans une des régions qui présente les taux de pauvreté et de chômage très supérieurs à la moyenne nationale ».

L'objectif premier de la puissance publique devrait être de répondre au mieux aux besoins des populations et des territoires. Ce n'est pas le cas avec ce budget primitif.

Le rapport de présentation de ce budget primitif met en avant la volonté de « contenir la masse salariale de la Région ». Cet objectif ne peut se traduire par une aggravation des conditions de travail des agents de la collectivité dans un contexte marqué par un fort taux d'absentéisme signe d'un mal être au travail évident que la Région se doit de prendre en compte pour y apporter des réponses.

Nous aurions souhaité que l'avis du CESER alerte la Région sur les risques liés à la financiarisation de la dette. En effet, l'essentiel de la dette dépend des marchés financiers, via le système bancaire, et une part importante des emprunts (45%) sont à taux variables. De ce fait, les finances régionales sont soumises aux risques systémiques liés à la vulnérabilité des économies mondiales et des marchés financiers comme annoncé par l'autorité des marchés financiers.

De plus les emprunts sont souscrits auprès d'établissements bancaires aux comportements fiscaux et sociaux plus que discutables. Ce qui est en contradiction avec les engagements affichés de la Région sur la promotion de la responsabilité sociale et sociétale des entreprises.

Les groupes CGT et FSU dénoncent enfin les conditions dans lesquelles de nombreuses commissions ont dues travailler pour préparer cet avis. En effet, il est intolérable que certains élus n'aient pas jugé utile de venir présenter ce Budget Primitif devant les commissions et que les services aient été empêchés de venir présenter les lignes budgétaires. Il est tout aussi inadmissible que les chargés de mission du CESER ne puissent obtenir des services concernés, les explications nécessaires à la compréhension de ces lignes budgétaires.

Il s'agit là d'une obstruction avérée au travail du CESER et à l'exercice de ses missions.

L'avis prenant en compte un certain nombre des remarques exprimées, les groupes CGT et FSU le voteront.